



**Politiques, représentations et pratiques en matière d'inclusion
dans les communautés francophones en situation minoritaire**
**Inclusion Policies, Representations and Practices in
Francophone Minority Communities**

Bruno Dupeyron

Numéro 14, 2020

Politiques, représentations et pratiques en matière d'inclusion dans
les communautés francophones en situation minoritaire
Inclusion Policies, Representations and Practices in Francophone
Minority Communities

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1072308ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1072308ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian
Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dupeyron, B. (2020). Politiques, représentations et pratiques en matière
d'inclusion dans les communautés francophones en situation minoritaire /
Inclusion Policies, Representations and Practices in Francophone Minority
Communities. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and
Society*, (14), 3–21. <https://doi.org/10.7202/1072308ar>

Présentation

Politiques, représentations et pratiques en matière d'inclusion dans les communautés francophones en situation minoritaire

Bruno Dupeyron

Université de Regina

Rédacteur invité

La notion d'inclusion est de plus en plus courante dans les discours politiques et associatifs et dans les médias, et suggère une transformation de valeurs et de pratiques. Ce terme est souvent accompagné d'adjectifs qui précisent le champ de l'inclusion, par exemple les champs éducatif, social, économique, civique ou culturel. Sa portée est donc vaste, peut-être excessive, mais il est utile de noter avec Brigitte Bouquet son étymologie et son usage, de même que ses déclinaisons multiples :

En français, le mot « inclusion » signifie « état de quelque chose qui est inclus dans un tout, un ensemble ». Ce terme vient du latin *inclusio* : emprisonnement. Après une longue absence d'usage, il est repris au XIX^e siècle au sens d'insérer, c'est-à-dire de « faire entrer un élément dans un ensemble ». Le terme « inclusion » comporte ainsi deux aspects, l'inclusion ségrégative et l'inclusion intégrative. Toutefois, l'emploi actuel de ce mot est dans un sens très positif, évoquant une finalité. Il est lié aux processus d'insertion sociale et d'intégration économique, et à la recherche de participation sociale, culturelle et civique des personnes et groupes sociaux. (Bouquet, 2015 : 16)

De plus, Bouquet note des déclinaisons variées du terme « inclusion », notamment en France et au Canada. En France, bien que la portée du mot « inclusion » soit déterminée par l'Union européenne dans le cadre limité de sa politique d'inclusion sociale, il pénètre graduellement tous les secteurs de politiques publiques de la société – par exemple dans les secteurs de l'économie, de l'éducation, de la protection du travail et de l'environnement...

Dans une économie de plus en plus poreuse à la concurrence mondiale qui produit des inégalités socioéconomiques, l'inclusion répond de manière vague à des impératifs de justice et de cohésion sociales, et appelle simultanément des politiques publiques dont la mise en œuvre n'est pas sans créer des bouleversements en termes de représentations et de pratiques (Bouquet, 2015).

Au Canada, en revanche, la notion d'inclusion s'inscrit dans des secteurs de politiques publiques plus circonscrits, notamment en éducation, en santé et dans les domaines de l'emploi et de la culture. Elle répond plus généralement à la politique multiculturaliste canadienne, qui promeut diversité et inclusion (Kymlicka, 2010). Il est vital de se replacer dans le contexte de la politique canadienne de multiculturalisme pour penser la notion d'inclusion dans les communautés francophones minoritaires. Selon Will Kymlicka, le multiculturalisme constitue une réponse à un problème largement connu : le fait que le nationalisme libéral – le lien entre nation et démocratie libérale – engendre des risques considérables pour ceux qui ne sont pas perçus comme appartenant à la nation. Il s'agit souvent des peuples autochtones, des groupes minoritaires et des immigrants. Au Canada, ces groupes ont payé un lourd tribut à l'État, en étant stigmatisés et racialisés, assimilés ou exclus, expulsés ou victimes de génocide (Kymlicka, 2015 : 5). C'est pourquoi le nationalisme libéral peut et doit, pour être légitime, être enrichi et limité par le multiculturalisme. En revanche, le multiculturalisme peut affaiblir les liens de stabilité et de solidarité entre les membres de la nation (Kymlicka, 2015 : 6).

Enfin, notons que les politiques publiques multiculturelles se déploient depuis plusieurs décennies dans un contexte mondialisé, où il peut s'avérer de plus en plus ardu d'assurer l'intégration économique et sociale des immigrants au Canada dans leur domaine de formation ou leur secteur professionnel (Kaushik et Drolet, 2018), bien que le niveau d'éducation des nouveaux arrivants soit en moyenne plus élevé que celui des Canadiens et des Canadiennes (Bauder et Shields, 2015).

Les contributions au présent dossier s'intéressent aux dynamiques d'inclusion qui sont actuellement à l'œuvre dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) au Canada. Elles émanent principalement du colloque universités-communautés organisé les 5 et 6 octobre 2016 à Regina, et réunissant notamment le Groupe de recherche sur l'inter/transculturalité et immigration (GRITI) du Campus Saint-Jean (Université de l'Alberta), la Chaire de recherche du Canada sur les migrations, les transferts et les communautés francophones (Université de Saint-Boniface) et le Centre de recherche sur les francophonies en milieu minoritaire (CRFM) de la Cité universitaire francophone (Université de Regina), des chercheurs d'autres universités canadiennes, ainsi que des représentants communautaires des Prairies. Ces contributions analysent trois volets principaux de l'inclusion : les politiques

d'inclusion, les représentations de l'inclusion et les pratiques d'inclusion. Le choix du thème de l'inclusion a au moins trois fondements.

D'abord, les politiques d'inclusion, destinées à des individus ou à des populations vulnérables ou en situation d'exclusion, sont justifiées par un impératif de justice sociale, de solidarité, d'inclusion. Ainsi, cet impératif d'inclusion est un fondement de nos sociétés démocratiques. Au Canada, la conception contemporaine du vivre-ensemble est couramment associée à la participation de tous les membres de la société dans les sphères socioéconomique et culturelle. Néanmoins, les obstacles à cette participation ne donnent pas lieu à des réponses politiques et institutionnelles homogènes : cela peut se noter s'agissant des CFSM, qui ont des soutiens politiques aux niveaux fédéral et provincial qui sont fluctuants, et qui ont un cadre normatif restreint (Foucher, 2012 ; Violette, 2016). Cela est aussi notable concernant les politiques d'immigration qui sont en proie à de vifs débats politiques – y compris dans les CFSM –, débats qui tendent à asseoir ou, au contraire, à éroder les fondements des politiques d'inclusion à l'intention des immigrants et des réfugiés (Violette, 2014). Dans ce contexte, la notion d'inclusion exige d'interroger les conditions et modalités de justice sociale que les institutions qui fondent et soutiennent les sociétés démocratiques construisent et mettent en œuvre (Gardien, 2015).

Par ailleurs, la notion d'inclusion peut aussi être appréhendée comme une injonction aux nouveaux arrivants de maintenir ou d'améliorer leur statut socioéconomique personnel et/ou celui de leur famille. Cette injonction d'indépendance économique est intimée aux immigrants au Canada depuis des décennies, afin d'éviter qu'ils ne deviennent des fardeaux pour la société : on peut évoquer notamment les lois canadiennes sur l'immigration, qui font constamment référence au risque de « *public charge* » (Van Dyk, s.d.). Plus récemment, cette injonction a été prônée sous l'ère Harper dans un but de réorientation du programme politique conservateur selon des critères raciaux : cette réorientation a consisté à tenir un langage néolibéral d'égalité et de liberté envers des groupes d'immigrants asiatiques qui soutiennent des valeurs conservatrices, tout en rejetant d'autres minorités racialisées qui critiquent et menacent le projet politique néolibéral (Kwak, 2019). Mais cette injonction d'indépendance socioéconomique qui intime par ailleurs une injonction d'inclusion peut aussi se manifester en raison des représentations qui sont issues du pays d'origine : l'inclusion au Canada s'effectue donc également en fonction des valeurs du pays d'origine (Bréant, Chauvin et Portilla, 2018 : 9). Les différentes représentations de l'inclusion peuvent ne pas être parfaitement compatibles et générer des tensions, des questions et des défis tant au sein de la société d'accueil qu'au sein des nouveaux arrivants. Dans les CFSM, l'inclusion des nouveaux arrivants met à l'épreuve les institutions existantes, par exemple dans le secteur de l'éducation primaire et secondaire, qui est soumis à des représentations multiples de l'inclusion (Duchesne, 2018).

Enfin, les pratiques d'inclusion peuvent se manifester comme des effets de politiques et de représentations existantes de l'inclusion, ainsi que comme des déterminants de nouvelles politiques et représentations.

Dans les communautés francophones minoritaires du Canada, la notion d'inclusion est venue à bien des égards remplacer le concept d'intégration, notamment en ce qui a trait à l'immigration. Ainsi, les articles rassemblés dans ce numéro portent sur l'état de la situation de l'inclusion au sein des communautés francophones minoritaires dans plusieurs provinces canadiennes. Les articles abordent diverses approches d'inclusion, notamment dans des perspectives politique, socioéconomique et familiale.

Pourquoi avoir choisi le concept d'inclusion plutôt que celui d'intégration ?

Ce dossier utilise la notion d'inclusion plutôt que celle d'intégration pour appréhender les dynamiques entre communautés francophones minoritaires du Canada et immigrants. En quoi ce choix est-il justifié ? Deux raisons principales peuvent être avancées pour rejeter le concept d'intégration. D'une part, l'intégration des immigrants dans les communautés francophones consiste, en général, à encourager l'exercice d'un emploi, à promouvoir la scolarisation en français des enfants d'immigrants, à offrir un discours constant d'ouverture ; ces discours et pratiques favorisent la distinction entre une communauté minoritaire linguistique d'origine européenne et des immigrants non européens qui en deviennent une minorité ; par conséquent, ces actions symboliques et ces pratiques ne permettent pas l'inclusion pleine et entière des immigrants dans la communauté (Li, 2003). De ce fait, la notion d'intégration revêt un caractère d'exclusion, fondé notamment sur des motifs identitaires et ethno-raciaux. En revanche, la notion d'inclusion conçoit que les immigrants deviennent pleinement des membres de la communauté minoritaire d'accueil ; par ailleurs, les questions identitaires et de discrimination sont conçues comme des problèmes qui doivent être combattus. Pensons aux discriminations subies par les immigrants francophones, par exemple en matière de logement et d'emploi (Madibbo, 2010, 2014 ; Lemoine, 2010 ; Martin, 2010-2011 ; Alper, Ba, Ka et Sacko, 2012 ; Violette, 2014 ; Weerasinghe et coll., 2017). Les contributions de ce dossier montreront aussi d'autres limites à l'usage du terme « inclusion », par exemple s'agissant des représentations statistiques des immigrants francophones, de l'intégration économiques d'étudiants francophones ou de l'inversion des rôles entre époux.

D'autre part, à partir des années 1990, l'approche par l'intégration a largement cédé la place à la notion d'inclusion, qui est aujourd'hui dominante dans plusieurs secteurs, comme celui de l'éducation. Cependant, la transition entre les deux notions n'est pas totalement achevée, puisque la notion d'inclusion est toujours débattue dans plusieurs communautés francophones minoritaires, en particulier en ce qui concerne l'aspect identitaire. En 2017

et en 2018, la communauté fransaskoise a vivement débattu de propositions de révision des statuts de l'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF) qui touchaient à la question de l'inclusion : en effet, ces propositions amenaient un resserrement des conditions requises pour devenir membre individuel, notamment l'exigence d'« être citoyen canadien ou résident permanent ». À l'inverse, toutes les autres organisations francophones en situation minoritaire ont fait le choix indiscuté depuis plusieurs années d'inclure les nouveaux arrivants pour faciliter le dialogue et les possibilités de relève du leadership. Dans le cas fransaskois, l'idée d'exclure les nouveaux arrivants de l'ACF avait pour justification paradoxale la volonté de leur laisser le temps de se familiariser avec l'histoire et les enjeux de la fransaskoisie ! Au final, ces propositions de révision ont été abandonnées, de sorte qu'on a maintenu le statu quo, soit une situation comparable aux autres CFSM.

Les contributions de ce dossier permettront d'analyser non seulement dans quelle mesure le concept d'inclusion a permis une série d'avancées dans les relations entre communautés francophones minoritaires et immigrants, mais aussi de quelle manière cette notion d'inclusion comporte des limitations théoriques et pratiques.

Les facettes de l'inclusion analysées dans ce numéro thématique

Les relations entre les communautés francophones minoritaires et les immigrants représentent un paradoxe dans le contexte du nationalisme libéral teinté de multiculturalisme. En effet, communautés francophones minoritaires et immigrants francophones sont deux minorités qui sont distinctes, mais aussi s'entrecroisent en raison des affinités historiques, culturelles et linguistiques. Or, ces deux minorités inscrivent leurs relations dans un rapport qui peut s'avérer inégal. Quels sont les enjeux de l'inclusion dans ce contexte multiculturel paradoxal ? Les contributeurs de ce numéro tenteront de répondre à cette question, notamment dans les domaines politique, socioéconomique et familial.

Inclusion civique et politique

La question de l'inclusion civique et politique des immigrants dans les communautés francophones minoritaires du Canada a peut-être été moins défrichée que celles qui ont été rapidement esquissées dans les paragraphes précédents. Nicole Gallant montre que l'arrivée d'immigrants francophones a poussé certaines minorités francophones à se repenser sur le plan civique plutôt que sur le plan ethnique/généalogique (2015). Benimmas et ses collègues (2014) analysent chez les immigrants francophones du Nouveau-Brunswick des formes fluides d'identification – un attachement à plusieurs identités – que la notion de multi-localité peut éclairer. Cette facette civique et politique de l'inclusion ne manque pas de susciter plusieurs interrogations, par exemple : La notion d'inclusion civique a-t-elle des angles morts qu'il faudrait examiner ? Comment la définition ethnique/généalogique de

l'inclusion se déploie-t-elle en pratique? Le concept de multi-localité permet-il de concilier les définitions divergentes de l'inclusion civique et politique? Xavier Bériault et Janique Dubois proposent une analyse originale de cette problématique sous un angle socio-historique. Dans leur article, « L'union fait la force : l'agencéité et les pratiques d'inclusion des mouvements de résistance patriote (1837) et métis (1869) », ils analysent comment les leaders de ces mouvements collectifs ont légitimé et fait avancer leur projet politique par la conclusion d'alliances et de pratiques inclusives avec des segments majoritaires de la société. Ainsi, Bériault et Dubois montrent comment l'inclusion peut être construite comme un outil d'action collective et contribuer à gagner des soutiens face à la résistance ou à l'opposition de l'État.

Inclusion économique et sociale

Un des plus grands problèmes pour les immigrants francophones hors Québec est de décrocher un emploi. Les obstacles à l'inclusion économique sont essentiellement de trois natures, les discriminations raciales, le manque de reconnaissance des diplômes et l'absence d'expérience professionnelle canadienne, en ce qui touche principalement des immigrants francophones venant d'Afrique (Canada, Commissariat aux langues officielles, 2015). En général, les immigrants ont un niveau d'éducation élevé et sont confrontés à des difficultés d'inclusion sur le marché du travail, de sorte que la possibilité qu'ils accèdent à un logement stable et convenable est retardée ou limitée, qu'ils ne sont pas inclus pleinement dans les communautés d'accueil et qu'ils ne peuvent pas s'épanouir en tant que nouveaux arrivants au Canada (Esses et coll., 2016). En Colombie Britannique, Brennan montre que la majorité des immigrants francophones venant de France ont en moyenne des emplois mieux rémunérés que la majorité de la population de la province (2014). Les interrogations liées à la variation des conditions d'inclusion économique sont multiples : Comment lutter plus efficacement contre les discriminations sur le marché du travail? Comment promouvoir la reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle, dont l'absence générale dénote un corporatisme et un racisme latents? Pourquoi l'exigence d'une expérience professionnelle nationale, qui traduit une forme de paternalisme institutionnalisé dans le marché du travail et qui n'existe pas dans de nombreux pays, est-elle si prépondérante au Canada? La contribution de Louise Fontaine, « Comment conçoit-on les immigrants francophones de la Nouvelle-Écosse à des fins de statistiques? », s'inscrit judicieusement en amont de ces interrogations, pour analyser de manière critique comment la catégorisation statistique des immigrants francophones en Nouvelle-Écosse répond principalement au projet politique de redynamiser la province sur les plans économique et démographique. Toutefois, Fontaine montre les limites de cette catégorisation statistique, en particulier s'agissant des migrants francophones, et suggère de la compléter par des analyses documentaires et qualitatives. Elle souligne, dans la lignée de l'ouvrage de Luc Boltanski (1982) et d'autres recherches sur la formation des catégories sociales (voir par exemple Desrosières et Thévenot, 1988;

Corcuff, 1995), que ces objets statistiques émergent de manière contingente et sont des objets préconstruits et non scientifiques qui soulèvent plus d'interrogations qu'ils n'apportent de réponses. Ainsi, Fontaine met en garde contre ces catégories administratives et statistiques qui « servent un peu d'oreiller de paresse » (Thoenig, 1985, xii).

Une autre contribution qui répond à cette problématique d'inclusion socioéconomique est celle de Leyla Sall, intitulée « Modes d'inclusion des étudiants internationaux francophones et incomplétude institutionnelle : le cas de l'Acadie du Nouveau-Brunswick ». Sall montre comment la politique d'inclusion socioéconomique qui s'adresse aux étudiants internationaux francophones en Acadie du Nouveau-Brunswick n'est pas sans contradiction : même si leur cheminement administratif vers la résidence permanente paraît facilité, en particulier s'ils ont exercé un emploi d'une durée minimale de six mois ou ont créé une entreprise, leur inclusion socioéconomique fait face à au moins deux sortes de difficultés : l'accès à l'emploi est limité à quelques niches dans le secteur privé, le reste du marché du travail leur étant fermé ; la pratique de l'accueil des étudiants internationaux francophones se traduit par un discours qui est en général avenant, mais qui n'est pas accompagné de mesures tangibles de soutien à l'inclusion dans le marché du travail.

Inclusion socioculturelle

Dans les communautés francophones minoritaires, les immigrants francophones jouent un rôle majeur en contribuant au maintien de la langue française et, par conséquent, à la pérennité des services publics dont elles bénéficient. À l'inverse, les communautés francophones minoritaires jouent également un rôle prépondérant pour l'inclusion socioculturelle des immigrants en favorisant chez eux non seulement le développement d'un sentiment d'appartenance dans un cadre ethnoculturel inclusif, mais aussi une compréhension de la manière dont ils peuvent (vont) accéder aux services offerts en français (Violette et Traisnel, 2010). Plusieurs chercheurs ont analysé comment l'inclusion des immigrants pouvait s'opérer par le biais de politiques publiques et de pratiques inclusives, par exemple l'accès à des réseaux, l'utilisation de nouvelles technologies ou le soutien de mentors bénévoles (Burstein, Clement, Petty et Dubois, 2014). Cependant, ces approches en faveur de l'inclusion ont un certain nombre d'angles morts qui ont des effets, par exemple, dans la sphère familiale des nouveaux arrivants. Ainsi, Boniface Bahi, dans sa contribution intitulée « Contingences migratoires et inversion de rôles entre mari et femme en milieu franco-canadien », montre comment, sous plusieurs aspects, l'identité de rôle et les valeurs culturelles des nouveaux arrivants sont remises en question par des dynamiques sociales dans la société dite d'accueil. Des bouleversements peuvent émerger du fait que, dans un couple ou dans une famille, l'épouse trouve un travail avant son époux : en effet, si les hommes tendent à vouloir trouver un travail dans le prolongement de leur formation et de leur expérience professionnelle, ce qui ne se fait pas sans difficulté, les femmes sont plus flexibles et acceptent les premiers

emplois offerts même s'ils sortent de leur spécialisation. Cela peut entraîner un renversement des rôles traditionnels entre époux : le rôle de femme au foyer et de mère s'effrite, tout comme le rôle de l'homme au travail s'en trouve affecté, ce qui donne lieu à des adaptations et à des hybridations des représentations de l'inclusion. Cela peut aussi avoir des effets sur le travail du personnel d'accueil des nouveaux arrivants, qui observe des tensions familiales du fait de l'ajustement problématique des rôles entre époux et qui est appelé à gérer ces tensions. Ainsi, Bahi montre que l'inclusion dans le marché du travail peut contribuer par ailleurs à déstabiliser des couples ou des familles de nouveaux arrivants sur les plans identitaire et socioculturel.

Références

- ALPER, David, Halimatou BA, Mamadou KA et Bintou SACKO (2012). *Les immigrants face au logement à Winnipeg : cas des nouveaux arrivants d'Afrique francophone*, s.l., Centre canadien de politiques alternatives.
- BAUDER, Harald, et John SHIELDS (dir.) (2015). *Immigrant experiences in North America: Understanding settlement and integration*, Toronto, Canadian Scholars' Press.
- BENIMMAS, Aïcha, Fadila BOUTOUCHENT, Lamine KAMANO et Jimmy BOURQUE (2014). « Le sentiment d'appartenance chez les immigrants francophones du Nouveau-Brunswick », *Études ethniques au Canada = Canadian Ethnic Studies*, vol. 46, n° 1, p. 87-120, <https://doi.org/10.1353/ces.2014.0013>
- BOLTANSKI, Luc (1982). *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, Minit.
- BOUQUET, Brigitte (2015). « L'inclusion : approche socio-sémantique », *Vie sociale*, vol. 3, n° 11, p. 15-25.
- BRÉANT, Hugo, Sébastien CHAUVIN, et Ana PORTILLA. (2018). « Les migrations internationales à l'épreuve du capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 225, n° 15, p. 8-13, <https://doi.org/10.3917/arss.225.0008>
- BRENNAN, Matthieu (2014). *Immigration francophone en Colombie-Britannique : un portrait statistique*, rapport présenté au Réseau en immigration francophone de la Colombie-Britannique.
- BURSTEIN, Meyer, Gerry CLEMENT, Sheily PETTY et Angeline DUBOIS (2014). *Pratiques d'intégration prometteuses dans les communautés francophones en situation minoritaire*, Ottawa, Citoyenneté et Immigration Canada.
- CANADA. COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES (2015). *Rapport annuel 2014-2015*, Ottawa, Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/publications/rapports_annuels/index
- CORCUFF, Philippe (1995). « Construction des groupes et catégorisation sociale », dans Philippe Corcuff (dir.), *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, p. 79-95.
- DESROSIÈRES, Alain, et Laurent THÉVENOT (1988). *Les catégories socio-professionnelles*, Paris, La Découverte.

- DUCHESNE, Claire (2018). « Langue, culture et identité : défis et enjeux de l'intégration professionnelle des enseignants d'immigration récente en contexte francophone minoritaire », *Alterstice – Revue internationale de la recherche interculturelle*, vol. 8, n° 2, p. 13-24, <https://doi.org/10.7202/1066949ar>
- ESSES, Victoria M., Paula M. BROCHU, et Karen R. DICKSON (2012). « Economic costs, economic benefits, and attitudes toward immigrants and immigration », *Analyses of Social Issues and Public Policy*, vol. 12, n° 1, p. 133-137, <https://doi.org/10.1111/j.1530-2415.2011.01269.x>
- FOUCHER, Pierre. (2012). « Autonomie des communautés francophones minoritaires du Canada : le point de vue du droit », *Minorités linguistiques et société = Linguistic Minorities and Society*, n° 1, p. 90-114, <https://doi.org/10.7202/1009210ar>
- GALLANT, Nicole (2015). « Language and the transformation of identity politics in minority francophone communities in Canada: Between collective linguistic identity and individualistic integration policies », dans Christina Späti (dir.), *Language and identity politics: A cross-Atlantic perspective*, New York, Berghahn Books, p. 177-197.
- GARDIEN, Ève (2015). « L'inclusion en pratiques », *Vie sociale*, vol. 11, n° 3, p. 81-95.
- KAUSHIK, Vibha, et Julie DROLET (2018). « Settlement and integration needs of skilled immigrants in Canada », *Social Sciences*, vol. 7, n° 5, p. 1-14, <https://doi.org/10.3390/socsci7050076>
- KWAK, Laura J. (2019). « “New Canadians are new conservatives”: Race, incorporation and achieving electoral success in multicultural Canada », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 42, n° 10, p. 1708-1726, <https://doi.org/10.1080/01419870.2018.1508734>
- KYMLICKA, Will (2010). « The rise and fall of multiculturalism? New debates on inclusion and accommodation in diverse societies », *International Social Science Journal*, vol. 61, n° 199, p. 97-112, <https://doi.org/10.1111/j.1468-2451.2010.01750.x>
- KYMLICKA, Will (2015). « Solidarity in diverse societies: Beyond neoliberal multiculturalism and welfare chauvinism », *Comparative Migration Studies*, vol. 3, n° 1, p. 1-19, <https://doi.org/10.1186/s40878-015-0017-4>
- LEMOINE, Maryse (2010). « Discrimination et traitement préférentiel envers la communauté francophone immigrante : la recherche de logement des immigrants français et congolais à Toronto », *Francophonies d'Amérique*, n° 29, p. 35-54, <https://doi.org/10.7202/1005417ar>
- LI, Peter S. (2003). *Destination Canada immigration debates and issues*, Don Mills, Ontario, Oxford University Press.
- MADIBBO, Amal (2010). « The African Francophone identities within the Francophone diaspora », dans Timothy P. McCauley et Janice Hill (dir.), *Canadian society: Global perspectives*, Whitby, de Sitter Publications, p. 87-94.
- MADIBBO, Amal (2014). « L'état de la reconnaissance et de la non-reconnaissance des acquis des immigrants africains francophones en Alberta », *Francophonies d'Amérique*, n° 37, p. 155-171, <https://doi.org/10.7202/1033979ar>

- MARTIN, Thibault (2010-2011). « Intégration professionnelle des immigrants francophones dans le secteur des nouvelles technologies : une étude de cas au Manitoba », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 35-36, p. 107-136, <https://doi.org/10.7202/1005967ar>
- THOENIG, Jean-Claude (1985). « Présentation », dans Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de science politique*, tome 4, Paris, Presses universitaires de France, p. ix-xix.
- VAN DYK, Lindsay (2019). « Les lois canadiennes sur l'immigration », dans *Musée canadien de l'immigration du Quai 21*, <https://quai21.ca/recherche/histoire-d-immigration/les-lois-canadiennes-sur-l-immigration>
- VIOLETTE, Isabelle (2014). « L'immigration francophone en Acadie : langue, nation et minorité », *Minorités linguistiques et société = Linguistic Minorities and Society*, n° 4, p. 126-153, <https://doi.org/10.7202/1024695ar>
- VIOLETTE, Isabelle (2016). « Des immigrants pour la cause : la logique nationaliste du discours de presse sur l'immigration francophone en Acadie », *Francophonies d'Amérique*, n° 42-43, p. 141-162, <https://doi.org/10.7202/1054039ar>
- VIOLETTE, Isabelle, et Christophe TRAISNEL (2010). « L'Acadie de la diversité chez le militant acadien d'ici et l'immigrant francophone venu d'ailleurs : contradictions et convergences dans les représentations d'une identité commune », *Francophonies d'Amérique*, n° 30, p. 131-152, <https://doi.org/10.7202/1005884ar>
- WEERASINGHE, Swarna, Alexandra DOBROWOLSKY, Nicole GALLANT, Evangelia TASTSOGLU, Ather AKBARI, Pauline GARDINER-BARBER et Lloydetta QUACO (2017). « Why networks matter and how they work: The role of social networks in attracting and retaining immigrants in small cities », dans Glenda Tibe Bonifacio et Julie L. Drolet (dir.), *Canadian perspectives on immigration in small cities*, New York, Springer, p. 141-169.

Mots clés

politiques d'inclusion, stratégies d'inclusion, représentations de l'inclusion, pratiques d'inclusion, communautés francophones minoritaires

Correspondance

bruno.dupeyron@uregina.ca

Introduction

Inclusion Policies, Representations and Practices in Francophone Minority Communities

Bruno Dupeyron

University of Regina

Guest Editor

The concept of inclusion is increasingly common in political and associative discourse and in the media and suggests a transformation of values and practices. This term is often accompanied by adjectives specifying the field of inclusion, for instance the educational, social, economic, civic and cultural fields. Its scope is therefore vast, and perhaps excessive, but it is useful to note Brigitte Bouquet's etymology and use, as well as her many variants:

En français, le mot « inclusion » signifie « état de quelque chose qui est inclus dans un tout, un ensemble ». Ce terme vient du latin *inclusio* : emprisonnement. Après une longue absence d'usage, il est repris au XIX^e siècle au sens d'insérer, c'est-à-dire de « faire entrer un élément dans un ensemble ». Le terme « inclusion » comporte ainsi deux aspects, l'inclusion ségrégative et l'inclusion intégrative. Toutefois, l'emploi actuel de ce mot est dans un sens très positif, évoquant une finalité. Il est lié aux processus d'insertion sociale et d'intégration économique, et à la recherche de participation sociale, culturelle et civique des personnes et groupes sociaux. (Bouquet, 2015, pp. 16)

Moreover, Bouquet notes many variants of the term *inclusion*, notably in France and Canada. In France, although the scope of the word *inclusion* is determined by the European Union in the limited framework of its social inclusion policy, it is gradually penetrating all sectors of the society's public policies—for instance, in the economic, education, work protection and environment sectors. In an economy that is increasingly permeable in the face of global competition that creates socioeconomic inequalities, inclusion is a vague response to justice and social cohesion imperatives and simultaneously calls for public policies, the

implementation of which is not without creating upheavals in terms of representations and practices (Bouquet, 2015).

In Canada, on the other hand, inclusion is part of more circumscribed public policy sectors, notably in education, health and the fields of employment and culture. More generally, it falls within the framework of Canada's policy of multiculturalism, which promotes diversity and inclusion (Kymlicka, 2010). It is crucial to consider inclusion in Francophone minority communities in the context of Canada's multiculturalism policy. According to Will Kymlicka, multiculturalism is a response to a well-known problem: the fact that liberal nationalism—the link between national and liberal democracy—creates considerable risks for those who are not perceived as belonging to the nation. Indigenous peoples, minorities and immigrants often make up these groups. In Canada, they have paid a high price to the State, by being stigmatized and racialized, assimilated or excluded, deported or victims of genocide (Kymlicka, 2015, pp. 5). For this reason, liberal nationalism can and must, if it is to be legitimate, be enriched and restricted by multiculturalism. On the other hand, multiculturalism can weaken the bonds of stability and solidarity between members of the nation (Kymlicka, 2015, pp. 6).

Finally, it should be noted that public policies on multiculturalism have been in place for several decades in a globalized world, where it can be increasingly difficult to ensure the economic and social integration of immigrants to Canada in their field of training or professional sector (Kaushik & Drolet, 2018), even though the level of education of newcomers is on average higher than that of Canadians (Bauder & Shields, 2015).

The contributions to this issue focus on the dynamics of inclusion that are currently at work in Canada's Francophone minority communities (FMCs). They primarily stem from the community-university symposium held on October 5-6, 2016 in Regina, bringing together the Research Group on Inter/Transculturality of the Saint-Jean Campus (University of Alberta), the Canada Research Chair on Migrations, Transfers and Francophone Communities (Université de Saint-Boniface) and the Centre canadien de recherche sur les francophonies en milieu minoritaire (CRFM) at La Cité universitaire francophone (University of Regina), researchers from other Canadian universities, as well as community representatives from the Prairies. These contributions analyze three main aspects of inclusion: inclusion policies, representations of inclusion and inclusion practices. There are at least three rationales for choosing the theme of inclusion.

Firstly, inclusion policies, aimed at vulnerable or excluded individuals or populations, are justified by an imperative of social justice, solidarity and inclusion. Thus, this imperative of inclusion is a foundation of our democratic societies. In Canada, the contemporary concept of cohabitation is commonly associated with the participation of all members of the society in the socioeconomic and cultural spheres. Nonetheless, the obstacles to this

participation do not give rise to homogenous political and institutional responses: this can be seen in the case of FMCs, that have fluctuating political support at the federal and provincial levels and a limited normative framework (Foucher, 2012; Violette, 2016). This is also noteworthy with regard to immigration policies that are the subject of lively political debate—including in FMCs—that tend to entrench or, on the contrary, erode inclusion policies targeting immigrants and refugees (Violette, 2014). In this context, inclusion requires questioning the conditions and modalities of social justice that the institutions that underpin and support democratic societies construct and implement (Gardien, 2015).

Moreover, inclusion can also be understood as an injunction to newcomers to maintain or improve their personal socioeconomic status and/or that of their families. This economic independence injunction has been directed at immigrants to Canada for decades, to prevent them from becoming a burden on society: one can cite Canada's immigration laws, which constantly refer to the risk of "public charge" (Van Dyk, n.d.). More recently, this injunction was advocated during the Harper era to reorient the conservative political agenda along racial lines: this reorientation involved using neoliberal language of equality and freedom towards Asian immigrant groups that support conservative values, while rejecting other racialized minorities that criticize and threaten the neoliberal political project (Kwak, 2019). However, this injunction of socioeconomic independence, which furthermore includes an injunction of inclusion, can also occur because of representations coming from the country of origin: inclusion in Canada is therefore also based on the values of the country of origin (Bréant, Chauvin, & Portilla, 2018, p. 9). Different representations of inclusion may not be perfectly compatible and may generate tensions, issues and challenges, both within the host society and among newcomers. In FMCs, the inclusion of newcomers puts existing institutions to the test, for example, in the primary and secondary education sector, which is subject to multiple representations of inclusion (Duchesne, 2018).

Lastly, inclusion practices can emerge as effects of existing policies and representations of inclusion, as well as determinants of new policies and representations.

In Canada's Francophone minority communities, inclusion has in many ways replaced integration, particularly with regard to immigration. Thus, the articles in this issue focus on the state of inclusion within Francophone minority communities in several Canadian provinces. The articles address various approaches to inclusion, particularly from political, socioeconomic and family perspectives.

Why Did We Choose the Concept of Inclusion Rather Than That of Integration?

This issue uses the concept of inclusion rather than that of integration to understand the dynamics between Canada's Francophone minority communities and immigrants.

Why is this choice justified? Two main reasons can be given for rejecting the concept of integration. First, the integration of immigrants into Francophone communities generally consists of encouraging employment, promoting French-language schooling for the children of immigrants, offering a constant discourse of openness; these discourses and practices promote the distinction between a linguistic minority community of European origin and non-European immigrants who become a minority; consequently, these symbolic actions and practices do not allow for the full and complete inclusion of immigrants within the community (Li, 2003). As a result, exclusion is part of the concept of integration, based in particular on identity and ethno-racial grounds. On the other hand, inclusion recognizes that immigrants fully become members of the host minority community, and issues of identity and discrimination are conceived as problems to be addressed. Consider the discrimination experienced by Francophone immigrants, for example, in housing and employment (Madibbo, 2010, 2014; Lemoine, 2010; Martin, 2010-2011; Alper, Ba, Ka, & Sacko, 2012; Violette, 2014; Weerasinghe *et al.*, 2017). The contributions of this issue will also show other limitations to the use of the term *inclusion*, for instance, with regard to statistical representations of Francophone immigrants, the economic integration of Francophone students, and the reversal of roles between spouses.

Furthermore, starting in the 1990s, the mainstreaming approach largely gave way to inclusion, which is now dominant in several sectors, like education. However, the transition between the two concepts is not entirely complete, since that of inclusion is still being debated in several Francophone minority communities, particularly with regard to identity. In 2017 and 2018, Saskatchewan's Francophone community vigorously debated proposals to revise the statutes of the *Assemblée communautaire fransaskoise* (ACF) relating to the issue of inclusion. In fact, these proposals led to a tightening of the conditions required to become an individual member, in particular the requirement to be a "Canadian citizen or permanent resident". Conversely, all the other Francophone minority organizations made the undisputed choice several years ago to include newcomers, to facilitate dialogue and leadership succession opportunities. In the Franco-Saskatchewan case, the idea of excluding newcomers from the ACF was paradoxically justified by the desire to give them time to familiarize themselves with the history and issues of Franco-Saskatchewanians! In the end, these proposals for revision were abandoned, so the status quo was maintained, a situation comparable to that in other FMCs.

The contributions to this issue will be used to analyze not only the extent to which inclusion has led to a series of advances in relations between Francophone minority communities and immigrants, but also shed light on theoretical and practical limitations of inclusion.

Facets of Inclusion Analyzed in This Thematic Issue

Relations between Francophone minority communities and immigrants represent a paradox in the context of liberal nationalism influenced by multiculturalism. In point of fact, Francophone minority communities and Francophone immigrants are two distinct minority groups, but also intersect because of historical, cultural and linguistic affinities. However, these two minorities have relations that may prove to be unequal. What are the issues of inclusion in this paradoxical multicultural context? The contributors to this issue will attempt to answer this question, particularly with respect to the political, socio-economic and family spheres.

Civic and Political Inclusion

The issue of the civic and political inclusion of immigrants in Canada's Francophone minority communities has perhaps been less well researched than those briefly outlined in the preceding paragraphs. Nicole Gallant shows that the arrival of Francophone immigrants has led some Francophone minorities to rethink themselves from a civic rather than ethnic/generational perspective (2015). Benimmas and her colleagues (2014) analyze fluid forms of identification among Francophone immigrants in New Brunswick—an attachment to several identities—that the concept of multi-locality can shed light on. This civic and political side of inclusion raises a number of questions, such as: Are there blind spots to civic inclusion that should be examined? How does the ethnic/genealogical definition of inclusion emerge in practice? Does the concept of multi-locality help to reconcile different definitions of civic and political inclusion? Xavier Bériault and Janique Dubois offer an original analysis of this issue from a sociohistorical perspective. In their article, “L’union fait la force : l’agencéité et les pratiques d’inclusion des mouvements de résistance patriote (1837) et métis (1869)”, they analyze how the leaders of these collective movements legitimized and advanced their political project by forging alliances and inclusive practices with majority segments of society. In this way, Bériault and Dubois show how inclusion can be constructed as a tool for collective action and contribute to gaining support in the face of State resistance or opposition.

Economic and Social Inclusion

One of the biggest problems for Francophone immigrants outside Quebec is getting a job. Barriers to economic inclusion are essentially threefold: racial discrimination, lack of recognition of diplomas and lack of Canadian work experience, mainly affecting Francophone immigrants from Africa (Office of the Commissioner of Official Languages, 2015). In general, immigrants have high levels of education and face labour market inclusion challenges, so that their access to stable and adequate housing is delayed or limited, they are not fully

included in host communities, and they cannot thrive as newcomers to Canada (Esses et al., 2016). In British Columbia, Brennan shows that the majority of Francophone immigrants from France have, on average, better paying jobs than the majority of the province's population (2014). There are many questions related to changing economic inclusion conditions: How can we more effectively combat discrimination in the labour market? How can we promote the recognition of diplomas and professional experience (the general absence of which is indicative of latent corporatism and racism)? Why is the requirement for national work experience, which reflects a form of institutionalized paternalism in the labour market that does not exist in many countries, so prevalent in Canada? Louise Fontaine's contribution, "Comment conçoit-on les immigrants francophones de la Nouvelle-Écosse à des fins de statistiques?", is a judicious prelude to these questions, critically analyzing how the statistical categorization of Francophone immigrants in Nova Scotia primarily responds to the political plan to revitalize the province economically and demographically. However, Fontaine shows the limits of this statistical categorization, particularly with regard to Francophone migrants, and suggests that it be supplemented by documentary and qualitative analyzes. She points out, in line with the work of Luc Boltanski (1982) and other research on the formation of social categories (see, for example, Desrosières and Thévenot, 1988; Corcuff, 1995), that these statistical objects emerge in a contingent manner and are preconstructed, nonscientific objects that raise more questions than answers. Thus, Fontaine cautions against these administrative and statistical categories that are used as a bit of an easy way out (Thoenig, 1985, xii).

Another contribution that responds to this issue of socioeconomic inclusion is that of Leyla Sall, entitled "Modes d'inclusion des étudiants internationaux francophones et incomplétude institutionnelle : le cas de l'Acadie du Nouveau-Brunswick". Sall shows how the socioeconomic inclusion policy for Francophone international students in Acadie, New Brunswick is not without contradiction: even if their administrative path to permanent residency appears to be easier, particularly if they have been employed for a minimum of six months or have started a business, their socioeconomic inclusion faces at least two challenges: access to employment is limited to a few niches in the private sector, as the rest of the labour market is closed to them; the practice of welcoming international Francophone students results in a discourse that is generally pleasant, but is not accompanied by tangible measures to support inclusion in the labour market.

Sociocultural Inclusion

In Francophone minority communities, Francophone immigrants play a major role in helping to maintain the French language and, consequently, the sustainability of the public services they receive. On the other hand, Francophone minority communities also play a major role in the sociocultural inclusion of immigrants, by fostering in them not only the

development of a sense of belonging within an inclusive ethnocultural framework, but also an understanding of how they can (will) access services offered in French (Violette & Traisnel, 2010). Several researchers have explored how immigrant inclusion can be achieved through inclusive public policies and practices, such as access to networks, the use of new technologies, or the support of volunteer mentors (Burstein, Clement, Petty, & Dubois, 2014). However, these approaches to inclusion have a number of blind spots that affect, for example, the family sphere of newcomers. Thus, Boniface Bahi, in his contribution entitled “Contingences migratoires et inversion de rôles entre mari et femme en milieu franco-canadien”, shows how, in many ways, the role identity and cultural values of newcomers are challenged by social dynamics in the so-called host society. Upheavals may arise from the fact that, in a couple or family, the wife finds a job before her husband. In fact, while men tend to want to find work as an extension of their training and professional experience, which is not without difficulty, women are more flexible and accept the first jobs offered, even if they leave their area of specialization. This can lead to a reversal of traditional roles between spouses: the role of the homemaker and mother is eroded, just as the role of the man at work is affected, resulting in adaptations and hybrids of representations of inclusion. It can also have an impact on the work of newcomer reception staff, who observe family tensions due to the problematic adjustment of roles between spouses and who are called upon to manage these tensions. Hence, Bahi shows that inclusion in the labour market can also contribute to the destabilization of newcomer couples or families in terms of identity and sociocultural factors.

References

- ALPER, David, Halimatou BA, Mamadou KA, & Bintou SACKO (2012). “Les immigrants face au logement à Winnipeg : cas des nouveaux arrivants d’Afrique francophone”, *Canadian Centre for Policy Alternatives*, pp. 1-22.
- BAUDER, Harald, & John SHIELDS (Eds.) (2015). *Immigrant experiences in North America: Understanding settlement and integration*, Toronto: Canadian Scholars’ Press.
- BENIMMAS, Aïcha, Fadila BOUTOUCHENT, Lamine KAMANO, & Jimmy BOURQUE (2014). “Le sentiment d’appartenance chez les immigrants francophones du Nouveau-Brunswick”, *Études ethniques au Canada = Canadian Ethnic Studies*, vol. 46, n° 1, pp. 87-120, <https://doi.org/10.1353/ces.2014.0013>
- BOLTANSKI, Luc (1982). *Les cadres : La formation d’un groupe social*. Paris : Les éditions de Minuit.
- BOUQUET, Brigitte (2015). “L’inclusion : approche socio-sémantique”, *Vie sociale*, vol. 3, n° 11, pp. 15-25.
- BRÉANT, Hugo, Sébastien CHAUVIN, & Ana PORTILLA (2018). « Les migrations internationales à l’épreuve du capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 225, n° 15, pp. 8-13, <https://doi.org/10.3917/arss.225.0008>
- BRENNAN, Matthieu (2014). *Immigration francophone en Colombie-Britannique : un portrait statistique*, Report presented to the Réseau en immigration francophone de la Colombie-Britannique.

- BURSTEIN, Meyer, Gerry CLEMENT, Sheily PETTY, & Angeline DUBOIS (2014). *Pratiques d'intégration prometteuses dans les communautés francophones en situation minoritaire*. Prepared for Citizenship and Immigration Canada.
- CORCUFF, Philippe (1995). "Construction des groupes et catégorisation sociale", in Philippe Corcuff (Ed.), *Les nouvelles sociologies* (pp. 79-95), Paris: Nathan.
- DESROSIÈRES, Alain, & Laurent THÉVENOT (1988). *Les catégories socio-professionnelles*, Paris: Éditions La Découverte.
- DUCHESNE, Claire (2018). "Langue, culture et identité : défis et enjeux de l'intégration professionnelle des enseignants d'immigration récente en contexte francophone minoritaire", *Alterstice – Revue internationale de la recherche interculturelle*, vol. 8, n° 2, pp. 13-24, <https://doi.org/10.7202/1066949ar>
- ESSES, Victoria M., Paula M. BROCHU, & Karen R. DICKSON (2012). "Economic costs, economic benefits, and attitudes toward immigrants and immigration", *Analyses of Social Issues and Public Policy*, vol. 12, n° 1, pp. 133-137, <https://doi.org/10.1111/j.1530-2415.2011.01269.x>
- FOUCHER, Pierre. (2012). "Autonomie des communautés francophones minoritaires du Canada : le point de vue du droit", *Linguistic Minorities and Society = Minorités linguistiques et société*, n° 1, pp. 90-114, <https://doi.org/10.7202/1009210ar>
- GALLANT, Nicole (2015). "Language and the transformation of identity politics in minority francophone communities in Canada: Between collective linguistic identity and individualistic integration policies", in Christina Späti (Ed.), *Language and identity politics: A cross-Atlantic perspective* (pp. 177-197), New York: Berghahn Books.
- GARDIEN, Ève (2015). "L'inclusion en pratiques", *Vie sociale*, vol. 11, n° 3, pp. 81-95.
- KAUSHIK, Vibha, & Julie DROLET (2018). "Settlement and integration needs of skilled immigrants in Canada", *Social Sciences*, vol. 7, n° 5, pp. 1-14, <https://doi.org/10.3390/socsci7050076>
- KWAK, Laura J. (2019). "'New Canadians are new conservatives': Race, incorporation and achieving electoral success in multicultural Canada", *Ethnic and Racial Studies*, vol. 42, n° 10, pp. 1708-1726, <https://doi.org/10.1080/01419870.2018.1508734>
- KYMLICKA, Will (2010). "The rise and fall of multiculturalism? New debates on inclusion and accommodation in diverse societies", *International Social Science Journal*, vol. 61, n° 199, pp. 97-112, <https://doi.org/10.1111/j.1468-2451.2010.01750.x>
- KYMLICKA, Will (2015). « Solidarity in diverse societies: Beyond neoliberal multiculturalism and welfare chauvinism », *Comparative Migration Studies*, vol. 3, n° 1, p. 1-19, <https://doi.org/10.1186/s40878-015-0017-4>
- LEMOINE, Maryse (2010). "Discrimination et traitement préférentiel envers la communauté francophone immigrante : La recherche de logement des immigrants français et congolais à Toronto", *Francophonies d'Amérique*, n° 29, pp. 35-53, <https://doi.org/10.7202/1005417ar>
- LI, Peter S. (2003). *Destination Canada: Immigration debates and issues*, Don Mills, Ontario: Oxford University Press.

- MADIBBO, Amal (2010). “The African Francophone identities within the Francophone diaspora”, in Timothy P. McCauley & Janice Hill (Eds.), *Canadian society: Global perspectives* (pp. 87-94), Whitby: de Sitter Publications.
- MADIBBO, Amal (2014). “L’état de la reconnaissance et de la non-reconnaissance des acquis des immigrants africains francophones en Alberta”, *Francophonies d’Amérique*, n° 37, pp. 155-171, <https://doi.org/10.7202/1033979ar>
- MARTIN, Thibault (2010-2011). “Intégration professionnelle des immigrants francophones dans le secteur des nouvelles technologies : Une étude de cas au Manitoba”, *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 35-36, pp. 107-136, <https://doi.org/10.7202/1005967ar>
- Office of the Commissioner of Official Languages (2015). *Rapport annuel 2014-2015*, Department of Public Works and Government Services of Canada, https://www.clo-ocol.gc.ca/en/publications/annual_reports/index
- THOENIG, Jean-Claude (1985). “Présentation”, in Madeleine Grawitz & Jean Leca, *Traité de science politique*, Tome 4 : Les politiques publiques, (pp. ix-xix), Paris: Presses universitaires de France.
- VAN DYK, Lindsay (2019). Canadian Immigration Acts and Legislation, *Canadian Museum of Immigration at Pier 21*, <https://pier21.ca/research/immigration-history/canadian-immigration-acts-and-legislation>
- VIOLETTE, Isabelle (2014). “L’immigration francophone en Acadie : langue, nation et minorité”, *Minorités linguistiques et société = Linguistic Minorities and Society*, n° 4, pp. 126-153, <https://doi.org/10.7202/1024695ar>
- VIOLETTE, Isabelle (2016). “Des immigrants pour la cause : la logique nationaliste du discours de presse sur l’immigration francophone en Acadie”, *Francophonies d’Amérique*, n° 42-43, pp. 141-162, <https://doi.org/10.7202/1054039ar>
- VIOLETTE, Isabelle, & Christophe TRAISNEL (2010). “L’Acadie de la diversité chez le militant acadien d’ici et l’immigrant francophone venu d’ailleurs : contradictions et convergences dans les représentations d’une identité commune”, *Francophonies d’Amérique*, n° 30, pp. 131-152, <https://doi.org/10.7202/1005884ar>
- WEERASINGHE, Swarna, Alexandra DOBROWOLSKY, Nicole GALLANT, Evangelia TASTSOGLU, Ather AKBARI, Pauline GARDINER-BARBER, & Lloydetta QUAICOE (2017). “Why networks matter and how they work: The role of social networks in attracting and retaining immigrants in small cities”, in Glenda Tibe Bonifacio & Julie L. Drolet (Eds.), *Canadian perspectives on immigration in small cities* (pp. 141-169), New York: Springer.

Keywords

inclusion policies, inclusion strategies, inclusion representations, inclusion practices, francophone minority communities

Correspondence

bruno.dupeyron@uregina.ca